

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Les-Etats-Unis-et-le-Bresil-prets-a-cooperer-avec-realisme>

# **Les Etats-Unis et le Brésil prêts à coopérer avec "réalisme".**

- Les Cousins - Brésil -

Date de mise en ligne : jeudi 2 janvier 2003

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

### **Brasilia est devenu un partenaire prioritaire de la diplomatie de Washington en Amérique du Sud.**

**Par Jean-Jacques Sévilla**

Envoyé spécial, Brasilia

"*Lula va à César*", titrait *Veja* avant la rencontre entre Luiz Inacio da Silva et George Bush, mardi 10 décembre à Washington. Pour le principal hebdomadaire brésilien, ce premier tête-à-tête avec un président américain caricaturé en empereur romain devait marquer "le début d'une longue négociation qui va définir le type de nation que sera le Brésil". En déclarant que l'entretien d'une heure, à la Maison Blanche, avait "dépassé -ses- attentes", le président brésilien a confirmé la promotion de son pays au rang de partenaire prioritaire de la diplomatie américaine.

Apparemment délivré de toute crispation idéologique, le millionnaire texan a adoubi l'ancien leader syndical des métallos de Sao Paulo en leader désigné du sous-continent sud-américain. Tandis que l'ami - de plus en plus discret - de Fidel Castro considère désormais le républicain boutefeuf, cible de toute la gauche latino-américaine, comme "un allié important". Pour les deux chefs d'Etat, le pragmatisme politique a prévalu.

Un sommet bilatéral, destiné à dresser l'inventaire des (innombrables) contentieux, est même envisagé d'ici deux à trois mois. "César" Bush sait manifestement manier la carotte et le bâton, afin de garantir la création, à horizon 2005, de la Zone de libre échange des Amériques (ZLEA) qui doit englober tous les pays de l'"hémisphère" à l'exception de Cuba.

Les augures étaient pourtant défavorables. Lors de sa campagne électorale, le candidat "Lula" assimilait le projet de la ZLEA "non pas à un processus d'intégration, mais à une annexion au profit des Etats-Unis". Au nom d'intérêts clairement protectionnistes, le Congrès américain a, il est vrai, imposé une étroite marge de manoeuvre dans les tractations que Washington entend mener à bien pour consolider sa zone d'influence au sud du Rio Grande.

### **Impuissance Européenne**

Selon le Trade Promotion Authority qu'il a finalement voté (après l'avoir systématiquement refusé à Bill Clinton), le Congrès est tenu, sans pouvoir les amender, de ratifier ou de rejeter en bloc les traités commerciaux négociés par l'exécutif. Or, à l'instar des milieux d'affaires de Sao Paulo et de l'Itamaraty (les services diplomatiques), la classe politique brésilienne doute à l'unisson de la capacité de George Bush à arracher aux lobbies parlementaires des concessions acceptables par les puissances agricoles régionales telles que le Brésil et l'Argentine.

L'hôte de la Maison Blanche semble toutefois prêt à un "big deal" avec l'ancien propagandiste du socialisme, aujourd'hui en odeur de sainteté au Fonds monétaire international (FMI). Bloquée par ses subventions agricoles décriées par les pays émergents, l'Union européenne assiste, impuissante, à la manoeuvre. Son projet parallèle d'accord de libre-échange avec le Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay) va cruellement souffrir de la concurrence.

D'autant plus que le marché commun sud-américain est en pleine débâcle, touché de plein fouet par la faillite financière de l'Argentine, qui a contaminé le système bancaire off-shore d'Uruguay, et renvoyé au Paraguay des dizaines de travailleurs émigrés réduits au chômage. Pour son premier voyage international en tant que président

## Les Etats-Unis et le Brésil prêts à coopérer avec "réalisme".

---

élu, M. da Silva s'est rendu, début décembre, en Argentine puis au Chili (membre associé du Mercosur). Dans la foulée, il a reçu à Brasilia les présidents d'Uruguay, du Paraguay et de Bolivie (également membre associé) à l'occasion du dernier sommet du Mercosur, qui n'a abouti à aucun résultat concret.

Sa volonté proclamée de "renforcer" le bloc décadent pour accroître le pouvoir des Sud-Américains dans les négociations sur la ZLEA se heurte à l'évidence à une désolante réalité : hormis le Chili, qui résiste mieux que ses voisins grâce au dynamisme de son commerce extérieur dans la zone Pacifique, tous les pays du sous-continent contribuent, au plan économique ou politique, au marasme généralisé.

Avalisé par George Bush, le leadership naissant de M. da Silva rayonne dans une région sinistrée, en proie, d'après la Banque mondiale, à "la pire récession de ces vingt dernières années".

Le "jeu dur" promis par M. da Silva à propos de la ZLEA, dont le Brésil et les Etats-Unis vont bientôt coprésider les travaux, a été immédiatement contré par un appel au "réalisme" du président américain. Le "réalisme", en l'occurrence, ne saurait négliger les moyens de pression considérables dont disposent les Etats-Unis pour faire entendre raison aux récalcitrants. Que ce soit via des diktats de Washington ou du "gendarme" siglé FMI, auquel le président brésilien devra d'ailleurs rendre des comptes en vertu d'un récent accord courant jusqu'à fin 2003, George Bush repart, à la canonnière, à la reconquête d'une chasse autrefois gardée, délaissée par ses prédécesseurs aux temps du néolibéralisme triomphant et de sa prospérité éphémère et factice.

Quelques jours avant d'accueillir M. da Silva à la Maison Blanche, le président américain a ainsi "convaincu" le gouvernement colombien d'annuler in extremis l'achat, pour un montant de 234 millions d'euros, de 24 avions d'attaque Tucano, fabriqués par la firme brésilienne Embraer. Le limogeage, qui a suivi peu après, de l'ex-secrétaire au Trésor Paul O'Neill a pour le moins atténué l'arrogance du "grand frère". "Il faudra que le marché s'assure que Lula n'est pas fou", avait déclaré le gaffeur incorrigible, abonné aux sarcasmes anti-sud-américains, après la victoire au deuxième tour du candidat du Parti des travailleurs.

*Post-scriptum :*

*Le Monde, 02.01.03*